

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 76

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

SEGOLENE ET LES GARCONS.

De l'avis général, la première rencontre télévisée entre les trois candidats présidentiels socialistes fut d'un mortel ennui. Et pour cause, puisque la direction du PS, pour complaire à Mme Royal, a accepté que le « débat » se tienne à l'américaine, par le biais de 3 monologues et non par des échanges argumentés. Quel dommage, car c'est par le dialogue que l'on peut approfondir les questions politiques. De ce point de vue, la rencontre de Chirac avec les jeunes, lors de la campagne du référendum de 2005 sur le « traité constitutionnel » de l'UE, avait fourni un bon exemple et permis de révéler le gouffre séparant la jeunesse de la « classe politique ». Mais le PS a préféré rester en deçà de Chirac en matière de confrontation démocratique ! Il est vrai que le parti de militants est en passe de se transformer en club de supporters. Allez les roses...

SOUS-TRAITANCE.

La sous-traitance industrielle s'est considérablement développée ces dernières années sous l'effet de l'externalisation de nombreuses activités des groupes, externalisation qui augmente la rentabilité du capital en diminuant les coûts de fabrication... En 2003, la sous-traitance a représenté près de 11% du chiffre d'affaires de l'industrie française, soit 65, 26 milliards d'euros. Ont plus particulièrement recours aux PME sous-traitantes les industries aéronautique, navale, ferroviaire, et surtout automobile, puisque de 70% à 80% du coût global de la fabrication d'un véhicule sont assurés aujourd'hui par les prestations de fournisseurs extérieurs. (Source : Le Monde du 17 octobre)

POUR POLITIS.

Mis en redressement judiciaire au mois d'août, ce magazine de gauche où s'expriment toutes les sensibilités du combat anti-libéral se bat pour sa survie. Le personnel a créé une association, Pour Politis, qui s'efforce de collecter un million d'euros d'ici à la fin octobre pour relancer le titre. Contact : pourpolitis@orange.fr

EDITO : UNE DIRECTIVE DE BRUXELLES POUR EN FINIR AVEC LE SERVICE PUBLIC DE LA POSTE

La Commission de Bruxelles a présenté un projet de directive qui vise à faire disparaître le dernier monopole restant en vigueur dans le secteur postal : le transport et la distribution du courrier de moins de 50 grammes. Amorcé en 1997 sous le gouvernement de la gauche plurielle (oui, oui, de la gauche plurielle !) avec la mise en concurrence de 24% du chiffre d'affaires courrier, le démantèlement du service public postal orchestré par Bruxelles trouverait là son aboutissement. En effet, libéralisé aujourd'hui à 43% du chiffre d'affaires, ce service serait entièrement ouvert à la concurrence en 2009.

Dans le cas de la France, c'est l'un des fleurons de ses services publics qui disparaîtrait. Si l'on classe les pays européens selon le critère du nombre d'habitants par point postal, notre pays, avec 3 670 habitants, n'est dépassé que par la Suède (2 241 habitants). A titre de comparaison, l'Espagne arrive loin derrière (12 762) ; il en va de même de l'Allemagne (6 344), de l'Italie (4 171) ou des Pays Bas (5 258). De plus, avec plus de 14 000 bureaux informatisés sur un total de 17 000, La Poste constitue le premier réseau informatique d'Europe.

Première entreprise de l'Hexagone pour le nombre de ses agents (un peu plus de 300 000), la Poste est présente, par ses bureaux, dans 11 000 communes - 530 agences étant situées en zones urbaines sensibles. C'est dire si ce service joue un rôle essentiel dans le maillage et l'aménagement du territoire. D'autre part, malgré les coups déjà portés au service public par le biais de la sous-traitance de certaines opérations de tri et de distribution, malgré la compression des effectifs, l'entreprise reste, de l'avis des experts internationaux, la plus efficace en Europe pour la rapidité et la sûreté dans la distribution du courrier.

Que se passera-t-il si le funeste projet de la commission de Bruxelles était mis en application ? Le scénario découlant de la mise en concurrence ou privatisation des services publics est hélas bien connu et immuable. C'en serait fini de l'égalité d'accès des usagers à la Poste. Des entreprises performantes assureraient les prestations les plus rentables. Il faut noter, à cet égard, que la Poste réalise 50% du chiffre d'affaires courrier avec 50 grandes entreprises, ce qui la rend très dépendante de ces contrats. Que ces gros clients se laissent séduire par la concurrence privée, et l'entreprise publique sera du même coup mise à mal. Quant aux citoyens moins fortunés, ils ne « bénéficieraient » que d'un service minimum dessiné à grands traits dans le projet de directive, et qui n'envisage que 5 jours de distribution hebdomadaire, soit une de moins qu'aujourd'hui. Et on nous dit que l'Europe c'est le progrès !

La mise en concurrence aurait également des conséquences désastreuses sur l'emploi et le maintien des agences sur tout le territoire, notamment en milieu rural. Les fédérations syndicales de la Poste (CGT, CFDT, FO, CFTC, SUD) ont fait part au ministre délégué à l'industrie de leur inquiétude et estiment que 30 000 des 100 000 emplois de facteurs sont menacés. De plus, quid du statut public de l'établissement et du régime de retraites de ses agents ? Pour les syndicats, l'heure n'est plus à la vigilance, mais à la mobilisation. (suite)

Déjà les groupes privés s'affairent dans l'ombre, flairant la possibilité de réaliser de juteux bénéfices avec la libéralisation totale de la distribution du courrier. Voilà de quoi accentuer l'inégalité croissante dans le partage des richesses nationales, dont la part des salaires est passée de 60% à 40% en vingt ans, alors que la part des profits connaissait l'évolution inverse.

Reste- mais ce n'est pas le moins important- à considérer ce nouveau coup bas de Bruxelles au regard de la victoire du Non au référendum du 29 mai 2005. A quoi ont massivement dit « Non » les Français? Au démantèlement des services publics motivé par le sacro-saint principe de la « concurrence libre et non faussée », de même qu'ils ont rejeté le libéralisme à tout crin avec son cortège de

délocalisations, suppressions d'emploi et précarisation du travail salarié.

Eh bien, puisque c'est au pied du mur que l'on voit le maçon, c'est devant cette épreuve imminente que l'on verra qui, à gauche, est conséquent avec les engagements du peuple français. Refuser la directive de Bruxelles (quitte à revenir sur le vote regrettable d'une majorité de parlementaires de gauche en 1997), tout simplement parce qu'elle est contraire à la décision souveraine des électeurs : telle est la seule réponse à donner à la Commission, sauf à trahir les intérêts populaires et nationaux au profit de la finance. Celles et ceux qui postulent à nous représenter doivent au plus vite se prononcer, et nous devons les presser à le faire.

HUMEUR : SOCIALISTES, ETUDIEZ DE PRES LE CAS TRAVAILLISTE ! Extraits d'un texte de Philippe Marlière, maître de conférences en science politique à l'Université de Londres.

Le 12 mai 1994, le leader travailliste John Smith décéda brutalement. Smith était un social-démocrate attaché au lien avec le mouvement ouvrier. Il envisageait un partenariat avec les syndicats pour mettre en œuvre le programme social de son parti (arrêt de la privatisation des services publics, instauration d'un service minimum, lois de décentralisation). A l'heure de son décès, l'ultra-libéralisme thatcherien était discrédité et Smith aurait aisément remporté l'élection de 1997. Tony Blair, son successeur, fut élu par les adhérents après que Gordon Brown, son concurrent principal, ait renoncé à se présenter. En 1994, Brown était perçu comme un social-démocrate de gauche, proche des syndicats, une figure appréciée des militants. Des cadres influents du parti et des syndicats se détournèrent de lui au dernier moment. Ils estimèrent que sa réputation d'homme de gauche pourrait effrayer l'électorat flottant et que son profil intellectuel « ne passait pas » dans les médias. Issu d'un milieu conservateur, ostensiblement distant vis-à-vis du parti et surtout, terriblement photogénique, Tony Blair reçut l'appui de l'appareil. C'est ainsi que ce grand parti du salariat se persuada de soutenir Blair : il fallait présenter aux électeurs le candidat que les sondages plébiscitaient. Très peu de ces cadres travaillistes firent ce choix par conviction politique. Ils expliquèrent qu'une fois élu, le « droitier Tony » se soumettrait au parti et mènerait une politique social-démocrate. Ces barons travaillistes ne prirent pas au sérieux les propos du futur premier ministre. Mal leur en a pris. Dès 1994, Tony Blair annonça la fin de la social-démocratie britannique. Entre 1997 et 2006, il a tenu parole.

A partir de 1995, le discours travailliste, déjà très recentré, prit une tournure résolument droitiste. Blair entreprit de faire de son parti le parti des entrepreneurs et du business, se fit le

chantre de l'économie flexible. Il affirma vouloir dépasser « l'opposition stérile » entre la gauche et la droite et promit de ne revenir ni sur la plupart des lois antisociales de l'ère Thatcher, ni sur les privatisations les plus scandaleuses de cette période (chemins de fer). (...) il vanta les mérites de la démocratie participative dans un livre manifeste (New Britain, My Vision of a New Country, 1996) : il fallait, confiait-il, « décentraliser le pouvoir le plus près des gens, leur permettre de prendre les décisions qui les affectent ». ce ne furent que des paroles(...)

Lors de ces trois élections (renouvellement de la Chambre des Communes, ndlr), le vote travailliste a dégringolé de 13, 5 millions à 10, 7 millions, puis à 9, 6 millions de voix. Le taux de participation est passé de 72% à 59% entre 1997 et 2001. L'abstention atteint un niveau record en Europe chez les jeunes et les catégories populaires. Dix ans après, le candidat des sondages a vieilli, son sourire un peu figé se fait désormais rare. Il va laisser derrière lui un parti en ruines et un Royaume-Uni plus libéral que jamais.

Encart publicitaire

formation
& citoyenneté

est une association agréée pour la formation des élu-e-s territoriaux. Elle s'inscrit dans la mouvance de la gauche progressiste, citoyenne et écologiste pour la recherche de convergences vers une alternative politique. Les formations dispensées associent approche conceptuelle, acquisition de savoirs et réflexion critique sur les pratiques. En plus des formations programmées, Formation et citoyenneté, peut répondre à des commandes de collectivités, de groupes ou d'associations d'élu-e-s.

Siège administratif : 21ter Rue Voltaire 75011 Paris Tel : 0143790923 Fax : 0143793209

Web : www.formationcitoyennete.org courriel : contact@formationcitoyenneté.org